

"La métamorphose de l'Union de l'Europe occidentale" dans Le Monde (23 juin 1992)

Légende: Le 23 juin 1992, le quotidien français "Le Monde" s'interroge sur le nouveau rôle de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), découlant de la nouvelle identité de défense européenne définie par le traité de Maastricht, et détaille les efforts mis en œuvre par les Neuf de l'UEO pour développer les capacités opérationnelles de l'organisation.

Source: Le Monde. dir. de publ. Lesourne, Jacques. 23.06.1992, n° 14 743. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"la_metamorphose_de_l_union_de_l_europe_occidentale"_dans_le_monde_23_juin_1992-fr-4adb0106-785e-43e6-b954-c26d6a7859f2.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 15/09/2012

La métamorphose de l'Union de l'Europe occidentale

La route est encore longue avant que l'UEO ne devienne le bras armé d'un continent uni

Si le processus d'unification européenne se poursuit, il devrait faire de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) l'organe chargé d'élaborer la politique de défense des Douze et, à terme, de mettre en oeuvre une défense commune. Les ambiguïtés cependant demeurent, au sein d'une organisation où Français, d'une part, Britanniques et Néerlandais, d'autre part, défendent des approches très différentes, l'une totalement européenne et l'autre très atlantiste. L'UEO, pour l'instant, conserve une double fonction : celle d'expression privilégiée d'une identité de défense européenne et celle de renfort du pilier européen de l'OTAN.

Les Neuf (Grande-Bretagne, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Allemagne, France, Italie, Espagne, Portugal) ont, en tout cas, solennellement affirmé, lors de leur réunion ministérielle du 19 juin 1992 à Bonn, leur volonté de prendre en compte la défense du continent européen, sans s'empêcher d'agir au loin. Ils souhaitent voir « *la mise en oeuvre efficace des mesures de prévention des conflits et de gestion des crises* ». La France ne cache pas son désir la voir la dynamique ainsi lancée réduire, à court ou moyen terme, les noyaux durs des réticences « otaniennes » de ses partenaires. L'UEO va donc devoir trouver la bonne voie en marchant, la clarté de la pratique l'emportant, espère-t-on à Paris, sur les ambiguïtés des théories d'emploi.

La mise en place, à Bruxelles, d'une cellule de planification militaire, composée d'une trentaine d'officiers des neuf pays membres et dirigée par le général de l'armée de l'air italienne Caltabiano, qui sera flanqué d'un adjoint français, traduit bien la volonté européenne de développer les capacités opérationnelles. Cette cellule établira des programmes d'entraînement, tiendra un état des effectifs susceptibles d'être utilisés et préparera les opérations. « *Clausewitz c'est fini ! La politique ne confiera plus la survie de la nation aux militaires. Aujourd'hui il faut mettre en place des institutions politico-militaires qui permettent de faire face à des crises multiformes* » explique un officier supérieur habitué des réunions de l'UEO. Une évolution indispensable dans un monde où la notion de menace clairement identifiable (affrontement bloc contre bloc) a été remplacée par celle, plus impalpable, de risque tous azimuts.

Le conseil permanent, composé des ambassadeurs des Neuf, pourra se réunir à tout moment avec les conseillers militaires afin de préparer sans retard les réunions ministérielles. La réunion régulière des chefs d'état-major des armées des Neuf et la montée en puissance de la coopération militaire devrait permettre à l'UEO d'augmenter ses capacités opérationnelles. L'idée, à terme, est de préparer spécialement certaines unités pour ces missions, ce qui ne va pas sans susciter l'ire des Britanniques. « *Les Britanniques retardent le train, mais ils ne ratent jamais le dernier wagon* », fait remarquer un observateur.

Résurrection

Dans cet esprit, le corps franco-allemand est la première unité qui pourrait être mise au service de l'UEO, même s'il peut également être affecté à l'OTAN. Devant l'Assemblée de l'UEO, M. Pierre Joxe avait souligné intentionnellement, à propos de ce corps qu'il s'agissait d'un « *concept global* » qui n'associait pas seulement la France et l'Allemagne, mais qui, « *par nature* », était ouvert aux autres membres de l'UEO. « *Le corps européen n'a pas vocation à constituer une « armée européenne », avait-il cependant précisé. « (...) Il ne s'agit, en effet, que de l'une des unités pouvant agir dans le cadre de l'UEO. Il n'est donc pas exclusif d'autres projets qui prévoiraient la mise à disposition de l'UEO d'autres unités européennes, liées ou non à l'OTAN.* »

Dans un entretien au *Jane's Defence Weekly*, M. Joxe avait rappelé que cette force « *opérera sous l'autorité d'un commandement de l'OTAN en cas d'agression* », en vertu des accords qui restent à conclure avec l'OTAN.

L'UEO est ainsi confrontée à une amorce de métamorphose directement combinée avec l'évolution de l'identité politique des Douze définie à Maastricht. Ce n'est pas la première fois, car depuis sa création

L'UEO en a connu plusieurs. Elle est, à l'origine, un pur produit de la guerre froide. En 1948, le coup de Prague et le blocus de Berlin sonnaient la fin du rêve d'une Europe pacifiée sur les décombres de l'Allemagne nazie. Un mois après le coup d'Etat qui avait emporté la Tchécoslovaquie, le traité de Bruxelles donnait naissance à l'Union de l'Europe occidentale, « *amorce d'un système militaire européen* ». L'UEO instaurait une clause d'assistance militaire obligatoire en cas d'agression de l'un des Etats membres. Des divergences franco-britanniques – déjà ! – et surtout la montée en puissance de l'OTAN, créée en 1949 par le traité de Washington, devaient vider l'UEO de sa vocation militaire.

Elle va doucement somnoler jusqu'à ce que les années 80 viennent secouer l'ordre ancien. Dès 1984, les Européens instaurent la réunion, deux fois par an, du conseil (ministres des affaires étrangères et de la défense). Le 26 octobre 1987, à La Haye, les ministres adoptent une plate-forme sur les intérêts européens en matière de sécurité. Enfin, à Maastricht (décembre 1991), les neuf pays membres de l'UEO impulsent un nouvel élan à cette structure pour en faire une des parties intégrantes du processus d'union politique, mais sans dépasser vraiment les divergences de fond.

La guerre dans l'ex-Yougoslavie

Le conflit du Golfe avait déjà montré, au mois d'août 1990, qu'une coordination des forces navales européennes chargées de faire respecter l'embargo était possible sous l'égide de l'UEO (six pays sur neuf y avaient participé sous commandement français). Mais il avait fallu forcer la main des Britanniques. Un an plus tard, à quelques mois de Maastricht, le conflit yougoslave mettait à nu la fragilité de l'UEO, incapable d'explorer jusqu'au bout l'idée d'une force d'interposition sous sa bannière. Le blocage était politique, compte tenu des réticences britanniques, allemandes et hollandaises, et non pas militaire : la mise en place d'une force d'interposition UEO ne présentait pas d'impossibilité majeure, même si elle était délicate (quatre options avaient été arrêtées après les réunions des chefs d'état-major).

Les parlementaires de l'UEO, qui n'ont pas de pouvoirs décisionnels propres, ont adopté, pour leur part, au début de ce mois, une résolution demandant aux ministres de l'UEO d'envisager des mesures militaires pour faire appliquer l'embargo contre la Serbie. « *Il s'agit d'envisager une participation aérienne et navale* », a souligné le rapporteur de la commission de la défense, M. Jaap de Hoop Scheffer. Certains parlementaires ont également évoqué la possibilité d'assurer un contrôle complet de l'espace aérien yougoslave ainsi que la création de zones de protection pour les populations, comme cela a été fait dans le Kurdistan irakien. Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, président en exercice du conseil de l'UEO, avait récemment admis la possibilité d'une intervention armée, « *dès à présent* » dans l'ex-Yougoslavie. Mais c'était pour ajouter presque immédiatement qu'il fallait « *éviter à tous prix une intervention allemande* », compte tenu du poids de l'Histoire. Les Neuf ont finalement exclu cette hypothèse lors de leur réunion de Bonn... La route de l'UEO, bras armé d'une Europe unie, est encore longue.

Pierre Servent